



Pour une AFP forte, exigeons plus de l'État !

Dans un contexte où la désinformation se répand à grande vitesse, où les plateformes numériques se désengagent du fact-checking, et où les repères s'effacent dans le flot des contenus viraux, l'AFP apparaît plus que jamais comme un rempart essentiel. **Un étendard de rigueur, d'indépendance et de qualité dans le traitement de l'information.**

Ce rôle, nous le portons collectivement, avec fierté et exigence. Mais il faut le dire clairement : **une information de qualité, ça se paie.** Et aujourd'hui, dans une crise profonde des médias, alors que les modèles économiques vacillent, les financements diversifiés que vous avez appelés de vos vœux peinent à produire les effets attendus.

Il reste donc les pouvoirs publics. Et il est dans **l'intérêt de la France, comme de l'Europe**, de soutenir une agence comme l'AFP, qui garantit une information fiable, accessible à tous, et libre de toute influence commerciale ou politique.

Vous avez estimé dans un communiqué qu'un soutien accru de la part de l'Etat serait un mauvais signe en ce qui concerne notre indépendance. Nous pensons exactement le contraire : l'AFP recevait plus de 60% de son financement par les pouvoirs publics français il y a quelques années, et pourtant personne ne nous accusait d'être dépendant de lui. Aujourd'hui ce pourcentage a fondu à près de 40% et il n'y a pas de raison qu'on nous accuse davantage d'une éventuelle dépendance à quiconque. Sans aides à la presse, nos confrères ne pourraient pas survivre. Sans aide de l'Etat, l'AFP non plus. C'est la moins pire des solutions et celle qui nous permet encore de travailler avec la plus grande indépendance possible.

Mais ce soutien ne peut se limiter à une simple augmentation prévue dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens. Ce serait insuffisant, voire irresponsable, au regard des enjeux démocratiques. **La MIG doit être revalorisée, au plus proche possible des 100%**, et cela suppose une démarche active, offensive, assumée, de la direction auprès de l'État.

Nous demandons que l'AFP ne se contente pas de solliciter une compensation constante, mais qu'elle **exige** une revalorisation significative, à la hauteur de sa mission d'intérêt général. Il ne faut pas avoir peur de cette ambition. Elle est légitime. Elle est nécessaire.

Et nous, représentants du personnel, avons le devoir de ne pas laisser cette agence se **rabougrir**. La suppression annoncée d'au moins **70 postes de journalistes** serait une décision mortifère, surtout à l'heure où l'on nous demande de faire **plus de terrain**. **Mais comment faire plus de terrain avec moins de bras ?** Ce paradoxe est intenable. Il affaiblit notre capacité à remplir notre mission, et met en péril l'avenir même de l'agence.

La CGT appelle donc la direction à prendre ses responsabilités, à porter haut et fort cette exigence auprès des pouvoirs publics, pour une AFP forte, ambitieuse, et pleinement soutenue.

La CGT toutes catégories de l'AFP

Paris, le 17 octobre 2025

PS : à la suite de ce préalable de la CGT présenté vendredi 17 octobre à la direction lors du CSE, le PDG, Fabrice Fries, a estimé que "le principe de réalité fait qu'il est impensable que l'Etat augmente son soutien" et jugé "pas réaliste de demander une augmentation supplémentaire".

La trajectoire négociée prévoit une augmentation de la participation de l'Etat (qui avait déjà été négociée dans le cadre du COM, notamment pour compenser l'inflation, NDLR), ce qui vu le contexte économique (baisse des aides à la presse, etc.) est déjà une "performance".

"Il faut arrêter de rêver", a-t-il dit. Il a également contesté le qualificatif "mortifère" pour définir le plan de suppression de postes, qu'il trouve "excessif".

Visiblement agacé par cette demande, il n'a pas laissé les organisations syndicales répondre.